

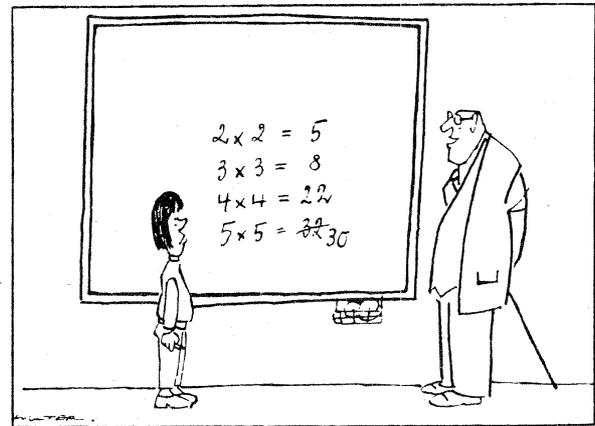


Banalités et fautes

Les commentateurs de la presse luxembourgeoise sont plus ou moins unanimes: L'étude que le Centre de Recherche et d'Information socio-politique de Bruxelles a réalisé pour le compte de la Chambre des Députés au sujet des élections législatives et européennes du 10 juin 1979 n'a guère révélé de grandes nouveautés. Les points relevés dans les articles de presse concernent le recul des votes individualisés et l'avance des votes de liste par rapport à 1974 - et cela surtout chez le PD et le PCS qui en 1974 avaient recueilli respectivement 34,5 et 26,7 % de leurs suffrages par panachage -, ainsi que la nécessité de réformer la loi électorale afin d'éliminer les causes techniques d'annulation de nombre de bulletins de vote. En outre l'étude fournit aux stratégies des partis une foule d'indications sur leur implantation, recul, avance dans les différentes communes du pays, sur leurs candidats les plus attrayants, sur la proximité dans laquelle les électeurs les mettent (partis et candidats) avec d'autres (grand isolement des PSD et PCL !), etc.

Mais l'étude reste silencieuse, du moment qu'il s'agit de passer aux motifs des différentes tendances observées en analysant les chiffres bruts. Ainsi il reste impossible de dire si les abstentions sont volontaires ou non. De telles lacunes sont certes souvent dues au manque de données, mais à propos du vote partiel les auteurs estiment qu'il s'agit là d'un champ particulièrement fécond pour l'observation politique et l'étude de motivations des populations électorales", mais l'étude annoncée ne suit pas. Souvent les explications devraient sans doute être cherchées au niveau local, travail que n'ont su entreprendre les chercheurs de Bruxelles. Tel est particulièrement le cas pour les exceptions curieuses aux différentes tendances constatées.

Au dernier chapitre les auteurs tentent de mettre le comportement électoral en corrélation avec certains phénomènes socio-économiques. Cependant là encore les résultats sont décevants (par manque de statistiques sociales, dit-on). Ainsi l'évolution démographique (exode rural, pyramide des âges), la présence de nombreux étrangers, le type d'activité professionnelle ne semblent pas avoir d'influence significative sur la façon de voter. Qu'en milieu ouvrier le POSL vienne en tête (même s'il est en recul), en milieu rural le PCS, qu'en milieu tertiaire le PD et le PCS se relayent, ne peut guère être considéré comme conclusion bien neuve. Qu'il existe un certain lien, mais pas de corrélation certaine entre la pratique dominicale



„Mach dir nichts draus, Junge: Du willst ja sowieso Demoskop werden“

catholique et le vote du PCS n'est pas non plus très éclairant. Conclusion de cette absence de corrélations bien nettes au conservatisme électoral dû aux origines rurales de la population me paraît par contre un peu hâtif et simple.

Si l'étude ne nous apporte donc pas grand chose de neuf, sans doute parce que les analyses intuitives des commentateurs expérimentés étaient déjà les bonnes, on pourrait attendre de ce travail qu'il vienne corroborer ces intuitions de façon scientifique. Or, à ce sujet aussi, il faut malheureusement avoir de sérieux doutes.

Passons sur les innombrables fautes de frappe et de grammaire ("décanat" au lieu de "doynné", e.a.), les fausses graphies de noms (Schmidt, p. 126, Wagener, p. 177, Lülling, e.a.), les fausses appartenances aux partis (p. 141: Cravatte est déclaré appartenir au P.D.; p. 126 s.: Georges Hurt (PSD) et Joseph Hurt (PCL) sont simplement confondus), les faux chiffres (p. 43: à l'Est le PD ne perd pas un siège, mais en garde 2 tout comme en 1974; p. VIII/1: même remarque à propos du PSD au Nord; p. 157: les pourcentages concernant l'augmentation démographique à Mamer, Hespérange et Walferdange sont de 135,2%, 182%, 147,6% au lieu de 13,5%, 18,2%, 14,8%; p. VIII/9: 8 683 suffrages des Enrôlés de Force constituent 7,7%, et non 60,5%), pour en venir à des erreurs plus graves encore.

En premier lieu il faut relever que les auteurs ne connaissent même pas les dispositions légales concernant la répartition des sièges supplémentaires (Doc. VIII, pp. 4-8): si des mandats restent disponibles après la 2e répartition, on répète ce procédé (quotient du total des suffrages par le nombre des sièges déjà obtenus), et on ne prend pas simplement les prochains quotients calculés pour la 2e répartition. Cette erreur est par hasard sans conséquence sur la répartition effective des mandats en 1979, mais elle modifie les données concernant la fragilité des derniers sièges attribués. Ainsi le PCS a failli obtenir un 2e siège supplémentaire au Centre: 1400 suffrages, à peu près 70 électeurs lui ont manqué pour le ravir au PD! Soit dit en passant: on parle de "nombre" électoral, et non pas de "chiffre" électoral.

Le nombre des électeurs inscrits que prend le CRISP comme donnée de départ pour le calcul des absentions diffère de celui publié par le STATEC (Bull. XXV (1979), p. 183), les pourcentages en étant bien sûr altérés aussi.

A plusieurs reprises l'étude donne des moyennes nationales. A la page II/1 il est précisé que celles-ci sont "pondérées en fonction du poids respectif des suffrages selon les circonscriptions". Mais nulle part on ne précise le calcul de cette pondération. Or M. Vic. Diederich, professeur d'instruction civique, avait calculé les unités électorales pour les quatre circonscriptions en 1979, et d'après ce calcul, cer-

tainement le plus valable, même s'il présente encore quelques incertitudes, le PCS aurait obtenu 36,38% des suffrages en 1979 (CRISP: 34,5%), gagnant 6,49% par rapport à 1974 (CRISP: 4,62%); PD: 21,89%, c.à.d. - 1,41% (CRISP: 21,33%, - 3%); POSL: 22,48%, c.à.d. - 4,50% (CRISP: 24,27%, - 2,73%), etc. Les mêmes incertitudes valent pour d'autres moyennes nationales indiquées par le CRISP.

En fin de compte, signalons que Strassen dépasse 3 500 habitants et qu'en 1975 déjà ils ont élu leurs conseillers communaux à la représentation proportionnelle (cf.p.x/1).

Il est donc évident que nombre de ces fautes ne peuvent être imputées au manque de statistiques. Ce manque explique tout au plus la médiocrité des résultats, et nous ne pouvons qu'appuyer le désir des auteurs de voir établir régulièrement des enquêtes concernant les données sociales, économiques, culturelles, religieuses de la société luxembourgeoise. Un homme de science, cependant, aurait dû se rendre compte de leur absence dès avant d'aborder la présente étude, et refuser éventuellement la commande, au lieu de fournir un travail bâclé dont le prix de vente élevé de 950 F ne couvre sans doute pas encore les frais et qui ne les vaut pourtant pas. Heureusement, "forum" a reçu un exemplaire de presse gratuit.